



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

« Mes biens, mes droits : sur les traces des terres et autres biens spoliés au Burundi »

*TEMOIGNAGES DES VICTIMES DE SPOLIATION
DES TERRES ET AUTRES BIENS AU BURUNDI*

septembre 2017

Table des Matières

Table des Matières	i
Introduction	1
Témoignages recueillis auprès des victimes.....	1
Témoignage n°1 : Spoliation des biens d'un ex-FAB en commune Marangara, province Ngozi	1
Témoignage n°2 : Une famille spolie une propriété foncière en complicité avec les autorités publiques en commune Busoni, province Kirundo.....	2
Témoignage n° 4 : Le SNR spolie deux véhicules d'un ancien Vice-Président de la République	4
Témoignage n° 5 : Un policier spolie une parcelle d'une veuve en exil en zone urbaine de Kanyosha	4
Témoignage n° 6 : Le domicile d'Epitace Nshimirimana, porte-parole du parti MSD cambriolé en province Gitega	5
Conclusion.....	5

Introduction

La chasse à l'homme, les assassinats et disparitions forcées, les intimidations et menaces de mort, l'exil, le « hold up » organisé sur les biens des victimes, le discours de la haine et curieusement l'hypocrisie politique exprimée par l'autorité consistant à déclarer que tout va bien et que les réfugiés peuvent rentrer, constituent les dessous de la crise burundaise causée par le troisième mandat illégal du Président Pierre Nkurunziza .

Dans le cadre du monitoring de la gouvernance et des droits socio-économiques, le FORSC publie des témoignages qui renseignent sur l'existence d'un plan de spoliation des biens laissés par les réfugiés de cette crise liée au troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Cette politique s'est extériorisée notamment lorsque le Maire de la ville de Bujumbura, Mr Freddy Mbonimpa, déclarait en date du 15 février 2016 lors d'une réunion avec les responsables administratifs et sécuritaires, que les maisons fermées se trouvant dans les quartiers contestataires seront identifiées et transformées en positions policières. Les victimes de la répression du régime de Bujumbura témoignent de ce qui leur est arrivé et du «hold up» organisé sur les biens laissés au pays. Dans cette première publication de septembre 2017, six cas de spoliation des terres et/ou autres biens sont décrits. Le FORSC dénonce un plan de spoliation des terres et biens laissés par des burundais en exil qui est déjà mis en œuvre dans certaines contrées du pays. Il appelle tous les acteurs de paix à unir les efforts pour empêcher le régime de Pierre Nkurunziza à commettre l'irréparable au Burundi

Témoignages recueillis auprès des victimes

Témoignage n°1 : Spoliation des biens d'un ex-FAB en commune Marangara, province Ngozi

« Je m'appelle Ndayiragije Fabien, je suis originaire de la colline Gitasi, commune Marangara, province Ngozi. Je suis un ancien militaire de la FAB.

J'ai rejoint cette carrière militaire en 1996 et suis démobilisé depuis 2005 juste après la prise du pouvoir par le CNDD-FDD et l'intégration à l'armée des ex-PMPA. J'ai décidé de m'occuper de mes affaires en commune Marangara, province Ngozi où se trouvait d'ailleurs mon ménage. J'ai exercé les métiers d'agriculture, d'élevage et de commerce. Je constatais cependant que mes activités ne plaisaient pas aux autorités locales du CNDD-FDD. En 2007, mon adhésion au parti de l'opposition MSD dirigé par Alexis Sinduhije a aggravé les choses. Elles ont commencé à raconter que j'étais un perturbateur de la paix et de la sécurité dans la localité où j'habitais. Par la suite, j'ai subi des menaces et intimidations que je ne peux décrire toutes ici, mais je préfère vous

dire les plus récentes. Mes droits sont tristement violés actuellement. Tous mes biens ont été confisqués et systématiquement pillés.

La chasse ciblant ma personne commence véritablement en date du 22 juin 2015. Les auteurs de cette chasse à l'homme étaient le commissaire de police en commune Marangara connu sous le prénom de Prosper en compagnie du chef du centre Marangara le surnommé Mudugu et le chef Imbonerakure en zone Marangara prénommé Eloge. L'administrateur communal Emmanuel Ntaconsanze assistait avec complaisance et les laissait faire. Je me suis caché loin de mon habitation pour ne pas m'exposer à la chasse à l'homme dont je faisais objet.

Vers la fin du mois de février 2016, j'ai eu des nouvelles que ma boutique venait d'être dévalisée par un groupe d'Imbonerakure avec la complicité des mêmes personnalités ci haut citées. La valeur des marchandises qui étaient dans la boutique était estimée à plus ou moins trois millions de francs burundais (3 000 000Fbu).

Ces mêmes autorités ont tout fait pour que je sois chassé de mon emploi chez PSG-sécurité où j'avais été affecté comme agent de sécurité à la compagnie de téléphonie mobile, Leo Burundi. J'ai été remplacé par un jeune Imbonerakure.

Après m'être exilé, les matériaux de construction que j'avais apportés chez moi ont été utilisés pour construire la permanence communale du parti au pouvoir, le CNDD-FDD.

Ma maison familiale a par la suite été cambriolée et aujourd'hui mise en location par ces mêmes autorités qui touchent elles-mêmes le loyer. C'est un Imbonerakure prénommé Gilbert, enseignant à l'école primaire Cindonyi, qui a pris mon salon, mes deux lits, mes deux matelas, et tout ce qui était dans la maison avant que celle-ci ne soit mise en location.»

Témoignage n°2 : Une famille spoliée une propriété foncière en complicité avec les autorités publiques en commune Busoni, province Kirundo

«Je m'appelle Déo Ndikumana, mon père est Jean Mutabazi et ma mère est Angélique Kabihogo. Je suis né en 1980 en commune Busoni, province Kirundo. Au moment de ma fuite, j'étais enseignant au lycée communal Busoni. La propriété foncière se trouvant sur la sous-colline Nakibatura, colline Burara, zone Gatara, commune Busoni a été spoliée avec l'appui de la CNTB. J'avais été mandaté par ma famille pour suivre le dossier auprès de cette institution mais suite aux menaces de mort que ma famille et moi avons subi, j'ai fui le pays. Des agents de la CNTB en compagnie avec Hon. Philippe Rivuzumwami ont cédé la propriété à une famille voisine en date du 09 mai 2017 après avoir constaté que nous avions fui le pays.

La délégation de la CNTB n'a pas hésité à déclarer que «Ceux qui ont fui, ça les regarde, qu'ils goûtent sur ce que nous avons vécu aussi».

Le conflit est né en juin 2014. Nous avons vu une famille voisine représentée par le nommé Munyentwari Emmanuel venir nous dire que notre propriété familiale leur appartient et que notre père l'a spoliée pendant les événements sanglants de 1972. Or, sauf ce Munyentwari qui a fui en 1994 et qui est retourné en 2004, aucune autre personne de la famille n'a fui le pays durant toutes ces années, y compris l'année 1972 dont il est question. Le père de nos voisins avec qui nous cohabitons en amitié est mort en 1999 sans soulever une telle question qui n'avait par ailleurs aucun fondement. Jusqu'en 2014, la question n'avait jamais été soulevée. Nous avons reçu des menaces et intimidations nous disant que notre père était un chef de la Jeunesse de l'UPRONA Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore en sigle JRR, et qu'il avait commis des crimes. La CNTB a commencé à spolier une maison qui avait été construite en 1967 par un des nôtres, le nommé Nkinahamira Gabriel et qui était utilisée comme une boutique de commerce.

Le 15 août 2017, la famille voisine de Munyentwari Emmanuel en complicité avec l'administration locale et la CNTB a coupé toute une plantation d'arbres menaçant des membres de ma famille qui sont restés au pays de ne pas s'approcher au risque de subir le sort des victimes de la guerre de 1992. La responsabilité de cette spoliation est attribuée à la famille Munyentwari Emmanuel, à Haringanji Gaspard, Agronome communal de Nyamurenza, Sezibera, OPJ et membre de la famille spoliatrice, Munyentwari, chef de colline Burara, Rivuzumwami Philipe, cadre permanent de la CNTB Kirundo, Nsabayabandi Vincent, représentant de l'administration communale à la CNTB et Hashazinka Claudine, administrateur de la commune Busoni. »

Témoignage n°3 : Des autorités publiques en complicité avec le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza spolient une propriété foncière en commune Kabezi, province Bujumbura

« Je m'appelle Bigirindavyi Lambert, mon père est Ndikubukira Sixmond et ma mère est Kanani Angeline, je suis né en 1976 sur la colline Gakungwe, commune Kabezi, province Bujumbura. Avant ma fuite, je vivais au quartier Busoro, en zone urbaine Kanyosha. La propriété foncière spoliée par le Président Pierre Nkurunziza se trouve sur la colline Gakungwe, commune Kabezi, province Bujumbura, dans la localité appelé Kumuranga. Cette propriété nous a été laissée par mon grand-père qui y vivait depuis la monarchie.

Tout commence en 2012 avec la visite du Président Pierre Nkurunziza sur invitation des autorités communale et du chef de colline Gakungwe. Le visiteur a choisi la propriété pour y construire une université biblique. Après avoir appris que notre propriété allait être exploitée, nous avons demandé ce qui se passait. A partir de ce moment, les menaces ont commencé. Les autorités nous accusent de vouloir combattre le projet du chef d'Etat.

En 2012, le Président Pierre Nkurunziza est venu en compagnie avec des américains pour inaugurer le terrain et débiter les travaux de construction de cette Université. Nous avons crié fort demandant au moins l'indemnisation, mais au lieu de nous écouter, l'autorité communale nous a terrorisés avec forces menaces.

Constatant que le terrain faisait objet de conflit, ceux qui voulaient financer la construction ont abandonné le projet. Depuis lors, nous avons été victimes de chasse à l'homme et de menaces de mort par les Imbonerakure.

En 2015, mon frère de sang, le nommé Niyonkuru Anicet a été enlevé et est porté disparu depuis lors. Il a été enlevé au moment où il rendait visite aux parentés se trouvant sur la colline natale.

En date du 12 avril 2015, j'ai moi-même été arrêté au parking de la zone urbaine de Kanyosha où je travaillais comme chauffeur et conduit au cachot du commissariat municipal par des Imbonerakure qui m'accusaient de combattre les projets du chef de l'Etat. Etant donné que j'étais le seul garçon qui restait dans ma famille pour suivre le dossier de la propriété spoliée, ces Imbonerakure avaient juré de me faire connaître le même sort que mon grand frère. J'ai subi des séances de tortures avant de bénéficier d'un appui d'un OPJ qui m'a aidé à m'évader de ce cachot. Par la suite j'ai réussi à prendre le chemin d'exil. Depuis lors, ma famille a cessé l'exploitation de la cette propriété, qui est ainsi tombé dans les mains de l'administration communale de Kabezi. »

Témoignage n° 4 : Le SNR spolie deux véhicules d'un ancien Vice-Président de la République

«Mes deux véhicules ont été saisis mercredi le 2 août 2017 par des agents du SNR là où je les avais laissés dans un garage et disaient aller faire des enquêtes. J'ai contacté le général Maurice, numéro deux du SNR, l'Ombudsman et tous m'ont rassuré que tout allait bien se passer. Pourtant, j'apprends que les plaques originales ont été enlevées et que mes véhicules portent d'autres plaques », précise l'ancien Vice-Président de la République Bernard Busokoza, en exil, dans une interview accordée à l'Emission Inzamba le 11 août 2017. Il demande que le SNR lui rende ses véhicules sans délais. Ceci se passe au moment où la victime a vu aussi son entreprise de télécommunication Africel détruite et des employés mis au chômage parce que cette personnalité a refusé de s'agenouiller devant le parti au pouvoir, CNDD-FDD.

Témoignage n° 5 : Un policier spolie une parcelle d'une veuve en exil en zone urbaine de Kanyosha

« Je m'appelle Ntirampeba Joselyne, mon père est Siboniyo Simon et ma mère Ntamateganya Genest. Je suis née en 1965 sur la colline Gataka, commune Mugamba, province Bururi. Avant mon exil, je faisais le métier de commerce et je vivais au quartier Kajiji en zone urbaine de Kanyosha, Mairie de Bujumbura. Ma parcelle et ma maison situées au quartier Kajiji au site I n°140 a été spoliée par un policier nommé Bigirimana Jean Claude. Ce dernier est un enfant d'un homme avec lequel nous avons connu une union libre dont est né un seul enfant. J'avais reçu cette parcelle avec l'aide de la FVS pour pouvoir éduquer mes quatre enfants. Le fils de mon compagnon a intenté une affaire en justice pour récupérer ma parcelle mais j'ai gagné le procès en 2015. Suite à la crise liée au troisième mandat de Pierre Nkurunziza, nous avons été menacés de mort par des Imbonerakure et avons choisi de prendre la fuite, moi et mes enfants. Le policier Bigirimana en a profité pour piller tout le contenu de la maison et a décidé de louer la maison à son propre compte. C'est lui aujourd'hui qui perçoit tout le loyer de ma maison. »

Témoignage n° 6 : Le domicile d'Epitace Nshimirimana, porte-parole du parti MSD, cambriolé en province Gitega

« C'était en date du 03 août 2017, pendant la journée, des personnes non identifiées sont entrées chez moi au quartier Magarama situé au chef-lieu de la province Gitega et ont pillé différents matériels qui se trouvaient dans ma maison. Il y avait quelques jours, le chef des Imbonerakure avait menacé la personne qui occupait ma maison en lui exigeant de quitter cette maison. La personne avait effectivement eu peur et avait quitté la maison. Après, nous avons confié cette maison à une autre personne. Ce jour-là, la nouvelle occupante de ma maison était sortie de la maison dans la journée vers 10h du matin, elle est rentrée vers 16h et a trouvé la maison ouverte, saccagée et cambriolée.

J'ai appelé les autorités administratives dont le gouverneur de la province Gitega pour leur demander de m'aider à retrouver les malfaiteurs, les réponses que le gouverneur m'a donné ne sont pas des réponses dignes d'une autorité. »

Conclusion

Le FORSC constate qu'au moment où le pouvoir du CNDD-FDD déclare que la paix est totale et que les burundais en exil peuvent rentrer, plusieurs actes des autorités à tous les niveaux

démontrent le contraire. Les discours sont loin de refléter la réalité sur terrain. Un plan de spoliation des terres et biens laissés par des burundais en exil serait en cours d'élaboration et dans certaines contrées du pays, il est déjà mis en œuvre. Les autorités de l'Etat organisent un système de spoliation systématique des terres et biens des réfugiés. Elles sont en train de prôner la politique de la vengeance politico-ethnique en passant notamment par la CNTB.

Le FORSC désavoue cette politique de la vengeance politique et de l'injustice. Aucun pouvoir au monde n'a réussi une telle politique. La haine, la vengeance politique et l'injustice ne sont que des ingrédients qui alimentent les guerres et les conflits.

Le FORSC constate avec amertume qu'il y a un risque évident de voir le Burundi devenir un cycle vicieux de vengeance où plusieurs générations en quête de leurs biens, le feront par plusieurs moyens comprenant la violence.

Le FORSC appelle tous les acteurs de paix à unir les efforts pour empêcher le régime de Pierre Nkurunziza à commettre l'irréparable au Burundi.